

Nouvelle attaque de policiers à Viry-Châtillon : ces gangs auxquels l'Etat est incapable de répondre

Samedi, une voiture de police a été prise pour cible par un groupe d'individus dans la cité de la Grande-Borne à Viry-Châtillon. Le pronostic vital de l'un des policiers blessés par des jets de cocktails-Molotov est engagé. Le ministère de l'Intérieur s'est offusqué de cette attaque, qui s'inscrit dans une tragique série que le gouvernement ne parvient pas à arrêter.

Avec Xavier Raufer

Avec Jean-Claude Delage

Intolérable, insupportable, inadmissible. "Des mots, encore des mots, toujours les mêmes," chantait Dalida... Hors l'usage intensif du dictionnaire des synonymes, le gouvernement ignore ces attentats criminels qui secouent la France au jour le jour - sans que, par ailleurs, les médias subventionnés n'informent tellement leurs lecteurs de ces actes graves et fréquents.

Faisons-le à leur place - en poussant ces lecteurs à lire *Atlantico*, qui relate le réel criminel, non une presse-Bisounours vouée à promouvoir une mondialisation qui n'enrichit, toujours plus, que divers milliardaires, lesquels - amusante coïncidence - possèdent ces journaux.

Dernier attentat criminel en date : Viry-Châtillon, cité de la Grande-Borne, notoire coupe-gorge. Les caméras de surveillance posées en avril 2015 "gênent les dealers" qui, depuis, veulent les détruire. Avant-hier, une voiture de police les surveille donc. Trente individus cagoulés et armés se ruent sur le véhicule "brisent les vitres avec des pavés, y jettent des cocktails-Molotov et bloquent les portes" : manifeste intention de tuer. Deux policiers sont gravement blessés, d'où l'émoi ministériel.

Or depuis des mois, les syndicats de police et le maire (centriste) de Viry-Châtillon dénoncent une "*guerre de territoire*". Le 1^e octobre, ces mêmes gangsters avaient déjà capturé *manu militari* des véhicules au carrefour, molestant leurs occupants, et projetant ces voitures en flammes sur le support des caméras. Le 5 septembre, le même gang attaque une voiture de police "détruite par une vingtaine d'impacts".

Clairement, la Grande-Borne est sous le contrôle de ce gang. Or à part gémir, que fait le ministère de l'Intérieur ? "*Aucune interpellation*" signale la mairie.

Place Beauveau, des officiels se gargarisent de termes "*décèlement précoce*", "*signaux faibles*"... dont ils ignorent le sens. La preuve : chaque fois, on envoie des renforts après le drame, par manque de prévision et de renseignements venus du terrain. Or face à des voyous inexpugnables de cités où nul n'intervient, ces renforts font l'effet de cataplasmes sur des jambes de bois.

De tels attentats criminels adviennent partout en France. Fin septembre à Clermont-Ferrand, un "guet-apens bien orchestré" vise des pompiers et des policiers. Les voyous "embusqués dans des bosquets pour attendre la police" jettent sur ces derniers huit cocktails-Molotov.

Peu auparavant à Grenoble (Fontaine, Echirolles), des batailles (en pleine rue) entre individus armés (fusils de chasse, machette...) font un blessé grave, plusieurs légers.

A Marseille, la guerre des gangs continue : un blessé par tirs aux jambes. Désabusée, l'agence de presse commente *"Marseille est régulièrement le théâtre d'homicides ou tentatives par armes à feu"*.

Mi-septembre à Corbeil : guerre entre gangs de Montconseil (sud de la ville) et des Tarterêts (nord). Un mort (19 ans, une balle dans la tête par tir d'arme de guerre). Dans les guerres de gangs américains, c'est un *"drive-by shooting"* : *"Vitres baissées, les occupants [de deux voitures] font feu sur un groupe situé au bord de la chaussée"*. Chicago, en Ile-de-France...

Résultat ? En 2015, 3 019 agressions physiques contre les gendarmes (+ 27% sur 2014); 1 807 gendarmes blessés ; 35% de ces agressions avec armes (blanches ou à feu). Attendons le bilan des policiers - il devrait être édifiant.

Au lieu de combattre les criminels, le gouvernement joue, pendant ce temps, avec des fariboles de sociologues en délire. "Quartiers populaires [des coupe-gorge genre Grande-Borne] le gouvernement veut lutter contre la stigmatisation". Or est-ce cette tarte à la crème du bobo-journalisme à la Niel-Drahi qui attaque policiers et gendarmes ? Non bien sûr : un proverbe chinois dit *"Le mot chien ne mord pas"*. Mais expliquer ça à un gouvernement paralysé, désormais voué au seul tam-tam médiatique type "rentrée citoyenne"...

Atlantico : Comment expliquer que le gouvernement ne soit pas en mesure de rétablir son autorité dans des quartiers du territoire national désormais contrôlés par de véritables gangs, comme celui de la Grande-Borne à Viry-Châtillon ?

Jean-Claude Delage : Je ne dirais pas que le gouvernement ne tente pas de rétablir l'autorité : Bernard Cazeneuve et Manuel Valls sont, à gauche, les tenants du réalisme politique sur les questions de sécurité. Ils font ce qu'ils peuvent.

Mais des territoires sont gangrénés et une partie de la justice a pendant longtemps fermé les yeux sur la nécessité de réprimer, punir. Les explications diverses et variées, sociales ou liées à la difficulté de vie dans certains quartiers, ont fait que pendant longtemps la délinquance et les incivilités ont été excusées. Par conséquent, le problème s'est enraciné.

Il faut, comme pour le terrorisme, prendre des mesures d'exception pour lutter plus efficacement contre ce phénomène. Le refus de voir la réalité, de prendre des solutions qui pourraient paraître aux yeux de certains un peu fortes en termes de répression, de pratique policière, de pratique de justice, a conduit ceux qui se sont ancrés dans la délinquance à se sentir impunis et à multiplier les méfaits. Cela a également contribué à désenchanter les Français. Malgré les efforts de Bernard Cazeneuve et Manuel Valls, c'est très compliqué pour les policiers sur le terrain. On le voit avec les migrants à Calais, qui tous les soirs agressent les policiers et les citoyens, on le voit aussi avec le terrorisme, la criminalité organisée, la petite délinquance, les trafics divers et variés sur certaines zones de non-droit.

Le fait que les policiers soient sur tous les fronts avec des moyens et effectifs réduits explique l'impuissance de l'Etat à répondre à la demande de sécurité des citoyens. L'action qui est menée aujourd'hui ne suffit plus à enrayer ces problèmes- là et à faire disparaître le sentiment d'insécurité voire l'insécurité réelle.

Les limites de la punition ont été tellement repoussées qu'il n'y a aujourd'hui aucune crainte chez les voyous. On en arrive à la situation que vous décrivez : une violence inacceptable contre les policiers et demain contre les citoyens. Tuer un policier signifie que l'on veut abattre la République, l'Etat de droit et mettre sous le joug de la "vyoucratie" les citoyens. La délinquance ne se limite pas à quelques quartiers du territoire : elle est malheureusement partout.

Pourquoi l'Etat ne prend-il pas toute la mesure de l'ampleur des attaques délibérées dont sont aujourd'hui victimes les policiers et autres agents de l'ordre ?

Jean-Claude Delage : A Alliance, nous avons demandé une modification de la légitime défense. Aujourd'hui, beaucoup de personnes – policiers et citoyens -se demandent pourquoi les policiers qui ont été grièvement blessés et brûlés n'ont pas fait usage de leur arme. L'inaction des policiers est liée à la peur d'être inquiété. Les policiers sont aujourd'hui désarmés juridiquement face aux voyous.

L'Etat a pris conscience, notamment avec les attentats, qu'il pouvait y voir une haine anti-flics partagée par un certain nombre de gens (casseurs, terroristes, délinquants, criminels).

La seule réponse valable pour satisfaire à la fois les policiers et les citoyens et redonner confiance au pays en matière de sécurité, c'est de prendre des mesures juridiques, légales, et en termes de moyens sur le terrain qui soient plus "radicales" vis-à-vis du crime. Les peines planchers et les tribunaux pour mineurs ont été supprimés. C'est une erreur fondamentale. Si l'Etat veut répondre à la demande des Français et aux besoins des policiers sur le terrain, il faut revoir toutes ces mesures qui sont des mesures de bons sens pour répondre au niveau de criminalité. Sinon, le risque est que les extrêmes soient renforcés politiquement.